

TTIP : le grand écart des partis entre le marteau et l'enclume

Suite de notre dossier de la semaine sur le TTIP. Nous avons sondé les cinq principaux partis francophones pour connaître leur position par rapport à ce projet de traité commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Nous avons également rassemblé le point de vue du groupe parlementaire européen dont chacun fait partie. Certains sont carrément contre, d'autres largement favorables, d'autres encore sont dans l'expectative.

Le PS se montre très vigilant sur le toilettage de l'ISDS

● Emmanuel HUET

Le PS a défini une série de balises à propos du TTIP. Il refuse le tribunal d'exception (ISDS) « car les systèmes juridiques européen et américain sont parfaitement équipés pour assurer la protection des investissements. Les tribunaux publics nationaux doivent être les seuls garants de la protection des investissements. »

Le parti socialiste a vu d'un

bon œil l'évolution du projet d'ISDS. Mais le PS reste prudent car la Commission « vient de proposer un nouveau système de protection des investisseurs. » Et il met en garde : « Nous allons soigneusement analyser les détails du texte pour vérifier que les aspects toxiques de la version abandonnée ne se retrouvent pas dans la nouvelle version. »

Marie Arena, eurodéputée socialiste, propose que « la Commission réfléchisse en paral-

lèle à la mise en place d'un instrument qui oblige les investisseurs et les multinationales à respecter les droits humains et les normes sociales et environnementales. »

Le PS redoute aussi que le TTIP mette à mal « le principe de précaution, de la protection des données ou de la diversité culturelle. »

Il s'agit pour nous de principes fondamentaux : donc s'il n'y a pas accord sur tout, il n'y aura accord sur rien ». ■

Le MR est favorable car il peut stimuler l'économie

Du côté des libéraux, le TTIP, c'est plutôt « oui mais... ». Un oui qu'il conditionne. Rien de neuf sous le soleil du gouvernement fédéral car le soutien au TTIP était prévu dans l'accord de gouvernement. « La Belgique continuera à soutenir le TTIP avec les USA tout en veillant à la transparence ainsi qu'à la préservation

d'un certain nombre d'intérêts sociaux et culturels importants, ainsi que la sécurité alimentaire ».

Gérard Deprez, eurodéputé, a

d'ailleurs voté la résolution favorisant la poursuite des négociations du TTIP. « Parce que j'estime que l'idée de stimuler et de faciliter les échanges commerciaux entre l'UE et les USA est une bonne idée qui pourra avoir des effets positifs sur la croissance et donc sur l'emploi des deux côtés de l'Atlantique. J'y crois sincèrement. »

Mais le député estime, qu'à ce stade, il est prématuré de se prononcer définitivement sur le sujet. « Je garde ma liberté totale de

vote. » Pour lui, impossible de voter en faveur du traité si celui-ci ne correspond pas à ses attentes en matières de santé, d'environnement ou de protection sociale. Impossible aussi que la coopération réglementaire « empiète sur la souveraineté des assemblées européennes à édicter leurs propres normes. » Et pour l'ISDS, le député estime inconcevable que ce tribunal puisse permettre à ce que des investisseurs étrangers bénéficient de droits supérieurs aux nationaux. ■ E. H.

Le cdH propose que le Bureau du Plan estime les impacts du TTIP

Claude Rolin, eurodéputé, est partagé face au TTIP. « Sans être opposé au principe d'une négociation avec les États-Unis, ni à l'économie de marché, pourvu qu'elle soit socialement régulée, ni au libre-échange, pourvu qu'il soit équitable, je suis convaincu de la nécessité première de concentrer nos efforts sur la résolution des difficultés socio-économiques et sur la relance des investissements, plutôt que sur l'élargissement de l'espace de marché. »

Mais il y a des blocages sur certains dossiers : « Les exclusions et le respect des normes de santé, des normes sociales, sanitaires, environnementales, que nous voulons contraignantes et en faveur desquelles la société civile s'est exprimée à maintes reprises ne semblent pas prises en considération de l'autre côté de l'Atlantique. »

Pour le cdH, il est primordial de soutenir le développement économique par « la relance de croissance endogène qui est plus efficace

et plus rapide que la relance exogène par les exportations ».

Le cdH doute également des retombées de cet accord. Il en appelle à la mise en place d'une étude pour estimer les impacts environnementaux, sociaux et économiques. « Dans le cadre belge, le cdH propose de demander au Bureau fédéral du Plan de chiffrer l'augmentation du PIB prévue en Belgique en conséquence de la conclusion de l'accord transatlantique en projet, en portant une atten-

tion particulière sur l'impact pour les PME. » ■ E. H.

PTB : «Ce cheval de Troie antidémocratique qui nous menace»

N'attendez pas du PTB qu'il formule un quelconque intérêt envers le TTIP. «Ce traité, ce cheval de Troie antidémocratique – qui menace nos normes sociales, environnementales ou alimentaires – doit être rejeté», avait déclaré Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB.

Le PTB partage les inquiétudes des organisations qui se mobilisent contre le TTIP. Notamment par rapport aux réglementa-

tions dans l'agroalimentaire. «Il est incroyable qu'on puisse même envisager, au nom du "commerce", de nous faire avaler de force des poulets au chlore, d'exploiter le gaz de schiste, dont nous savons qu'ils sont nocifs pour l'homme et l'environnement.» Car le PTB n'en démord pas, ce TTIP est cousu pour profiter aux multinationales. «L'ADN de ce genre d'accord est en effet très clair : dérégulation des normes sociales, environnementales et de la santé.» Que le TTIP puisse stimuler

l'économie et l'emploi, le PTB et Raoul Hedebouw n'en croient pas un mot : «Pure propagande. Même dans le "scénario ambitieux" que la Commission européenne propose, il s'agirait d'un projet de croissance d'à peine 0,5 % sur une période de 10 ans. Des études indépendantes, tels le rapport Capaldo ou le rapport de la Fondation autrichienne de recherche et de développement (ÖFSE), parlent même de pertes économiques et sociales considérables accompagnées d'une chute des salaires.» ■ E. H.

Écolo appelle à la mobilisation dans tous les Parlements

Les écologistes appellent à la mobilisation des différents Parlements. En Belgique, chaque assemblée devra se prononcer, à terme, sur le TTIP. Écolo se félicite que des auditions au Parlement wallon «à la demande d'Écolo ont abouti à ce qu'il se prononce officiellement pour la suspension des négociations et la révision du mandat.»

Et de commenter : «Nous aurions préféré la fin pure et simple des négociations, car les États-

Unis ne sont pas prêts à s'aligner sur nos normes, plus strictes, et ces négociations ne peuvent qu'aboutir à un nivellement par le bas, mais il s'agissait déjà d'un signal positif».

Benoît Hellings, député fédéral, rappelle que «Écolo demande l'arrêt des négociations au niveau communal (+ de 70 motions proposées dans les Conseils communaux), au niveau régional, au niveau fédéral et européen. En effet, ce traité est négocié par la

Commission européenne mais à la demande des 28 États membres, dont la Belgique, qui lui a donné mandat en juin 2013. Le TTIP est pour les écologistes la négation de leur projet politique de relocalisation de l'économie (consommer local), de diminution des émissions des gaz à effet de serre (augmentation du trafic transatlantique) et de sortie des énergies fossiles.»

Son parti appelle tous les Parlements à se mobiliser «car chaque assemblée a le pouvoir de s'opposer au traité.» ■ E. H.

0,5 % de croissance en 10 ans : c'est ce que pourrait rapporter le TTIP. Le PTB, lui, n'y croit pas et parle de «propagande»

Europe : les groupes parlementaires

S&D

La position du groupe socialiste européen est assez particulière. C'est au S&D, a priori pas forcément favorable au traité, qu'avait été confié le rôle de rapporteur sur la résolution qui devait réorienter le mandat du parlement européen dans les négociations en cours. Et donc, lorsqu'il a fallu voter cette résolution, les eurodéputés S&D ont dû faire le grand écart : ils ne pouvaient pas soutenir le texte rédigé par «leur» rapporteur alors qu'ils n'y adhéraient pas forcément... Cette position a véritablement fait éclater le groupe. ■

ALDE

Pour l'ALDE (Alliance of Liberals and Democrats for Europe), l'issue des négociations sur le TTIP doit tenir compte de quatre conditions. D'abord, le TTIP doit enlever les barrières bureaucratiques pour les entreprises européennes. Ensuite, le traité doit être favorable aux petites et moyennes entreprises. Au niveau des normes environnementales et sociales, ce sont les standards européens qui doivent servir de référence globale. Enfin, le TTIP doit introduire un système modernisé de protection d'investissement. Si le TTIP se construit de manière intelligente, l'ALDE l'appuiera. ■

PPE

Le PPE considère les relations transatlantiques comme « un pilier de la politique extérieure de l'Europe et de ses relations commerciales ». Le groupe considère les États-Unis comme un partenaire fiable. Le parti populaire européen soutient les négociations en cours « qui devraient aboutir à un résultat équilibré de win-win ». Que peut gagner l'Europe ? La facilitation d'accès au marché US, la réduction des barrières commerciales et l'objectif d'atteindre des normes globales et communes « sans la réduction de nos standards sociaux. » ■

VERTS-ALE

Il n'y a pas vraiment d'ambiguïté dans le discours des Verts. « Accepter le traité, c'est renoncer à notre capacité de décider, de construire la société et l'Europe que nous voulons. Nous refusons ce marchandage entre la démocratie et les intérêts de quelques multinationales. » Pour le groupe écologiste, le TTIP est une menace pour nos législations, nos services publics, pour la régulation de la finance, l'alimentation, la santé, l'industrie chimique et pharmaceutique. ■

GUE/NGL

Au Parlement européen, le PTB ne compte aucun représentant. Et il n'est donc logiquement pas membre d'un groupe parlementaire européen. Mais c'est avec la GUE qu'il entretient le plus de contacts. Du côté de ce groupe, on ne tergiverse pas : le TTIP, c'est non sur toute la ligne ! La GUE/NGL s'oppose au projet de traité sur trois axes : il va dérégler les sociétés européenne et américaine ; la privatisation menace les services publics ; l'ISDS est considéré comme un affront à la démocratie. ■

« Si ce traité est mixte, nous serons concernés et ce sera encore l'occasion de se rencontrer » **Charles PICQUÉ**

6 Parlements belges à convaincre pour que le TTIP passe. La commissaire fera sa tournée...

TTIP : les Parlements régionaux auront le dernier mot

La commissaire en opération séduction

La commissaire Malmström, a défendu « son » TTIP devant le Parlement bruxellois. Une première opération séduction qui la mènera aussi au Parlement wallon.

● **Emmanuel HUET**

« C'est pas tous les jours qu'un commissaire vient nous voir », glisse la députée écolo Isabelle Durand. Effectivement, hier sur le coup de 14 h 45, Cecilia Malmström, commissaire européenne au commerce, s'est rendue au Parle-

ment bruxellois pour y défendre « son » TTIP. Charles Picqué (PS), le président du Parlement bruxellois a apprécié car c'est le Parlement qui avait sollicité cette rencontre. « Elle avait accepté assez vite. C'est un test pour la Commission de montrer qu'elle est à l'écoute de la société civile. »

La Suédoise a reconnu que c'était bien la première fois qu'elle visitait un Parlement régional. Mais la visite n'était pas de simple courtoisie. Politiquement, elle avait beaucoup de sens. Car si ce traité est mixte (sa compétence est partagée entre l'Union et les États membres), il devra alors être ratifié par les différents Parlements nationaux. Et en Belgique, la ratification du TTIP passera aussi devant les

Parlements régionaux qui ont une réelle possibilité de blocage.

Parmi les 28 états de l'Union, la Belgique fait donc figure d'exception. Et Cecilia Malmström l'a compris – « je sais que c'est particulier en Belgique ». Elle a déjà rencontré une délégation du Parlement germanophone et se rendra prochainement au Parlement de Wallonie.

La longue série de griefs émis à l'égard du TTIP, la commissaire les connaît. En anglais lors de son intervention et dans un parfait français lorsqu'elle a répondu aux députés francophones, la commissaire a séduit par sa franchise.

Tout le monde ne sortira pas gagnant de ce TTIP, dont elle vante les qualités pour permettre la re-

lance économique de l'Europe : elle en a conscience et l'a répété devant les parlementaires.

Mais elle défend le projet de traité, tout en rassurant sur les aspects largement critiqués.

«L'Europe a besoin d'un coup de boost économique. Et plus d'échanges peuvent contribuer à plus d'emplois. Nous voulons gagner du temps et beaucoup d'argent, surtout pour les PME. Et se débarrasser de la bureaucratie.» Les PME, la commissaire ne les a pas oubliées. D'ailleurs, à aucun moment, elle n'a évoqué les multinationales, accusées par les opposants au TTIP de guider les négociations.

«Nous avons des normes supérieures»

Perdre les standards et les normes européens réputés comme plus exigeants que les américains, Malmström rassure. «Nous avons des normes supérieures dans beaucoup de domaines. Elles sont différentes à cause de nos valeurs, de notre histoire, de notre culture. Là, nous ne négocions pas ! Le bœuf aux hormones, les OGM : ce n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y aura pas de privatisation forcée de services publics à cause du TTIP. Sur la protection des données, nous ne négocions pas. Le TTIP sera dans l'intérêt de l'ensemble des citoyens européens.»

L'ISDS, même sous sa forme allégée, était aussi au cœur des interrogations des députés bruxellois. «Nous avons besoin

d'une cour multilatérale qui couvre tous les accords. Rien qu'en Belgique, vous avez 86 accords bilatéraux de commerce. Nous essayons de voir comment il est possible de moderniser le système. Dans certains cas, on est encore sur des accords qui datent des années 50.»

Comparée à Zlatan Ibrahimovic !

A-t-elle convaincu ? Elle a eu le mérite de répondre à toutes les questions posées par les parlementaires. Une manière de faire taire la formule du jour, prononcée par le député Close (PS). «Comme Zlatan Ibrahimovic (NDLR : l'attaquant suédois du PSG), vous êtes à la pointe de l'attaque de votre dossier : une virtuose du terrain mais un peu obstinée...» ■

Consciente «d'un grand scepticisme»

L'intervention de la commissaire a été applaudie par les parlementaires. Des applaudissements polis, car le TTIP ne les rassure pas tous.

«**C**e fut une très bonne expérience, commentait la commissaire après avoir passé 1 h 30 dans la salle 201 du parlement bruxellois. J'ai vu que les parlementaires avaient beaucoup de connaissances sur le sujet.»

Le parlementaire qui avait ouvert le bal des questions, c'était l'ancienne eurodéputée, Isabelle Durant. Pour elle, cela n'a

pas de sens d'entamer des négociations avec les États-Unis alors que le marché unique européen n'est pas encore achevé. «Entre l'Europe que nous voulons et le TTIP, il faudrait choisir !

Vous essayez de nous rassurer en disant qu'on ne descendra jamais en dessous des standards européens : excusez-moi mais je n'y crois pas.»

Benoît Cerexhe (cdH) doute qu'une augmentation annoncée de 0,5 % du PIB de l'Europe puisse «régler le problème du chômage. Il est illusoire de compter sur les exportations pour régler le retour à la croissance.»

Ce que craint Jef Van Damme (SP.A), c'est «qu'il y a des régions où des catégories de gens vont perdre dans ce dossier. Les bénéfices d'un éventuel accord sont très réduits.»

Un député NV-A a lui inversé la ques-

tion. Il s'interroge : «si nous ne signons pas, combien cela nous coûtera-t-il et dans quelle situation on se retrouvera en 2027 ?»

Cecilia Malmström n'a pas été poussée dans les cordes mais elle sait que l'opinion publique et politique ne lui est globalement pas favorable en Belgique. «Je suis consciente qu'il y a un grand scepticisme, qu'il y a des manifestations dans beaucoup de pays.» Et que, selon un sondage, rapporte la commissaire, la majorité des citoyens européens est en faveur du TTIP «sauf en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg et en Autriche.»

«Si ce traité est mixte, a conclu Charles Picqué, nous serons concernés et ce sera encore l'occasion de se rencontrer.»

Réponse de la Commissaire : «il y a de grandes chances que le TTIP soit un traité mixte...» ■ **E. H.**

Le TTIP pourra être bloqué

PARLEMENTS RÉGIONAUX ♦ L'entrée en vigueur d'un traité, s'il est de compétence mixte entre l'Union et

les États, nécessite une ratification par les différentes instances parlementaires. Le texte, quand il sera rédigé, passera alors entre les mains des députés. Or, en Belgique, il n'y a pas qu'un parlement mais bien six ! Et ce n'est qu'après la ratification par chacun des 28 États

de l'Union européenne que le traité entrera en vigueur.

Que se passerait-il si un de nos parlements ne ratifiait pas le texte ? Et bien, cette décision ferait capoter le TTIP. Mais on ne l'apprendra pas à Cecilia Malmström qui ne le sait que trop bien... **E. H.**